

REUNION DU GROUPE CARAIBES

Le jeudi 22 février 2007 de 10h00 à 13h00

A Cités Unies France

9, rue Christiani

75018 Paris

Rappel de l'ordre du jour

- Accueil par Charles Josselin, Président du groupe Caraïbes
- Contexte politique actuel en Haïti : Mlle Cécile Merle, Rédactrice Caraïbes hors Cuba, Jamaïque et Bahamas de la direction des Amériques et Caraïbes du ministère des affaires étrangères.

Débat avec les participants

Tour de table des collectivités engagées en Haïti

- Réseau des villes internationales en faveur d'Haïti : M. Testud, Adjoint au Maire de Suresnes
- Tour de table des collectivités engagées à Cuba
- Préparation d'une mission en Haïti

Accueil

Monsieur Charles Josselin, Président de Cités Unies France a présidé la réunion. Cette réunion est la première depuis la création du groupe Caraïbes en novembre 2006. Avant d'entamer pleinement la réunion, il a excusé tout particulièrement M. Jean Mafart conseiller technique au sein du cabinet du Ministre de l'Outre-Mer, et M. Othman El Kachtoul rédacteur Cuba de la direction des Amériques et Caraïbes du Ministère des Affaires étrangères, deux intervenants n'ayant pas pu venir.

Après avoir rappelé l'importance d'une approche globale de la zone Caraïbes permise par l'existence de ce groupe, il est revenu sur la désignation des 3 Vices Présidents de l'Outre-Mer :

- la Martinique sera représentée par la commune de Sainte Anne, par M Jean-Luc EGA, Maire Adjoint,
- nous sommes en en attente d'une réponse du Conseil Régional de Guadeloupe et du Conseil régional de Guyane.



Sur la périodicité des réunions, le souhait des départements de l’Outre- mer de ne faire au plus que deux réunions par an a été pris en compte, et il a été émis le projet d’en organiser une prochainement en Outre-mer.

Un tour de table des participants de la réunion a eu lieu, à laquelle ont été invité des collectivités françaises présentes en Haïti et Cuba principalement et des associations françaises intéressées par la zone Caraïbes.

La réunion s’est déroulée dans un premier temps avec l’exposé de la situation politique et sécuritaire en Haïti, suivi d’un tour de table avec les participants quant à la thématique Société civile/Société politique et aux projets de coopération dans ce dernier. Dans un deuxième temps est évoquée la situation de Cuba puis à nouveau un tour de table quant à la coopération décentralisée avec celle-ci. Enfin, des points de conclusions sont abordés rappelant les observations principales du débat, et annonçant les perspectives à court terme pour le groupe.

Contexte politique actuel en Haïti

Mlle Merle a présenté la situation politique et sécuritaire suite aux élections du 3 décembre 2006, à l’occasion desquelles plus de 8000 postes d’élus locaux étaient en jeu. Néanmoins, certains des nouveaux maires des 140 communes d’Haïti ne sont toujours pas en poste, des élections devant être reconduites en mars. En outre, la répartition du pouvoir entre la mairie centrale et la section communale n’est pas claire, ce qui pose la question de savoir comment vont s’inscrire les actions de coopération décentralisée dans cette administration locale complexe. Il se dégage somme toute de ce processus électoral une stabilité politique avec la constitution d’un gouvernement d’ouverture et de qualité ainsi qu’un président légitimé (taux de participation de 63% aux élections présidentielles et législatives de février 2006).

Du point de vue sécuritaire, la situation s’est beaucoup dégradée en novembre et décembre 2006. Malgré un certain retour au calme en janvier suite notamment à des opérations « coups de poing » de la MINUSTAH et de la Police nationale haïtienne la situation demeure très volatile. Les récentes interventions de la MINUSTAH (près de 8300 hommes dont plus de 6600 pour la composante militaire) traduisent une plus grande volonté gouvernementale à faire pression sur les chefs de gangs.

Concernant la coopération du gouvernement français en Haïti, elle a été portée à hauteur de 23 M pour l’année fiscale haïtienne 2006-2007 lors de la Conférence de Port au Prince du 25 Juillet 2006. On y retrouve notamment l’action de l’AFD (projet de 12M avec l’IRCOD Alsace sur un projet pluriannuel d’appui à la municipalité de Jacmel, projet de 2 M sur le micro-crédit), l’assistance technique (3 M), une aide alimentaire (1M), une aide budgétaire (3M) et un Fonds de



Développement Social géré par notre Ambassade (2 M). D'autres projets en matière de la gouvernance et de l'enseignement universitaire sont envisagés.

A noter : en décembre 2006, une réduction immédiate de la dette haïtienne à l'égard de la France d'un montant de 7 M a été votée.

Débat avec les participants

Charles Josselin lance un débat sur une réalité de la société haïtienne à savoir l'existence d'un décalage entre la société civile et celle politique.

Il a été abordé la structure des collectivités haïtiennes, dans laquelle la plus petite entité et également la plus légitime est la section communale. La priorité du gouvernement haïtien est le renforcement des 570 Conseils d'Administration de Section Communale (CASEC), pour pallier la difficulté de gestion interne aux Assemblées des Sections Communales (570 ASEC) dont le rôle est d'orienter et contrôler les CASEC.

Le conseil municipal est composé de trois personnes, le maire et ses deux adjoints. Le faible nombre des élus explique le décalage entre la classe politique et la population, car cette dernière ne se sent pas correctement représentée. En France, tous les secteurs de la société civile sont représentés ce qui explique les ententes entre classe politique et société civile.

Cette coupure serait la résultante d'une centralisation du pouvoir. Elle donne l'impression d'un désintérêt de la population ce qui rend difficile les expériences de jumelage. Selon certaines des collectivités françaises présentes à la réunion, il serait alors plus pertinent de faire un travail depuis la base, à travers le développement rural, les micro actions et le faire remonter progressivement à l'Etat central.

En Haïti, tout ce qui est public est diabolisé, la société civile est impliquée. La décentralisation se met en place malgré un manque d'organisation administrative au sein des collectivités. A la suite de la nomination du gouvernement de transition, avant les élections présidentielles, les maires ont été nommés de façon intérimaire sans la possibilité de se représenter aux élections de décembre, cette situation a entraîné une certaine paralysie de l'administration locale. Pendant cette période, l'aide internationale aux collectivités locales s'est montrée prudente car certains bailleurs craignaient la non continuité des actions une fois mises en place les nouvelles autorités locales.

Une autre difficulté évoquée dans le paysage haïtien est le foisonnement d'ONG existantes (2 à 3000 ONG présentes) avec pour effet pervers de brouiller les repères et la visibilité des acteurs vraiment efficaces pour assouvir les besoins de base.



Comme conclusion à ce débat, il faut entrer en contact avec la société civile, identifier les réseaux et les ONG françaises pour savoir quels sont leurs projets. Dans ce sens, le Collectif Haïti est en train d'élaborer un travail de recensement des ONG et des associations françaises présentes en Haïti.

Tour de table des collectivités engagées en Haïti

Charles Josselin propose un tour de table sur l'état de la coopération décentralisée en Haïti, en soulevant l'existence d'une réelle bonne volonté française.

La ville de Suresnes a une coopération décentralisée avec la ville du Cap haïtien, elle mène des actions en direction de la Mairie du Cap-Haïtien sur le renforcement des capacités de l'institution (formation sur les problématiques de gestion locale et gestion des déchets) et en direction de la société civile sur l'éducation, la santé et la formation. Elle cherche à développer d'autres partenariats en faveur d'Haïti et du Cap-Haïtien, notamment avec une ville française portuaire qui pourrait aider le Cap à développer ses activités portuaires. La ville de Suresnes participe également au projet FICOD sur le traitement des déchets, en collaboration avec la ville de Strasbourg et Pays de Savoie Solidaires. Enfin, elle a mis en place un programme de formation globale à la gestion des élus et techniciens de la Mairie du Cap-Haïtien ainsi qu'auprès de personnes ressources de la société civile. Une mission en Haïti est prévue début mars.

Pays de Savoie solidaires, outil technique des Conseils généraux de Savoie et de Haute-Savoie, expose ses deux programmes en cours dans la ville de Dessalines. Le premier est un programme triennal focalisé sur le développement rural des familles de petits agriculteurs, qui dure jusqu'en 2009, en partenariat technique avec la FAO, et appuyé financièrement par l'Union Européenne et le Ministère français des Affaires étrangères. Le second consiste en un programme de développement intégré, articulant appui institutionnel, hygiène publique, environnement, urbanisme, appui à la jeunesse et santé scolaire, et bénéficie de l'appui du Ministère des Affaires étrangères. Par ailleurs est prévue la finalisation du projet concerté FICOD cité auparavant en juin 2007. De nouvelles élections municipales auront lieu en mars car celles de décembre ont été contestées.

Quant au Conseil Général des Hauts-de-Seine, il a réalisé, depuis (2001) plusieurs programmes dans les secteurs de la santé, l'éducation et l'énergie en Haïti par l'intermédiaire de Coopération⁹², son agence d'opération sur le terrain.

Ainsi, il a construit l'hôpital Charles Pasqua au Vieux-Bourg d'Aquin, spécialisé autour d'un axe mère et enfant, en partenariat avec l'hôpital d'Aquin et, progressivement, avec les autres structures sanitaires de la région.

Le centre scolaire Jean-Baptiste Damier de Fonds des Nègres, également construit par Coopération⁹² sur financement du Conseil Général accueille aujourd'hui plus de 500



enfants du primaire au collège, avec un accès facilité pour les enfants les plus défavorisés.

D'autres opérations ont permis d'apporter l'eau courante et l'énergie dans le Département du Sud (Les Cayes, Cans, Vieux Bourg d'Aquin) et ainsi de faire progresser la santé, l'éducation, la nutrition et l'accès à l'emploi.

En 2007, le Conseil Général envisage d'engager un plan d'investissement de près d'un million d'euros dans le pays : renforcement et extension de l'Ecole JB Damier (la capacité sera portée à 800 élèves et les classes atteindront progressivement la terminale) ; extension aux métiers de la pêche et du bâtiment d'une Ecole technique à Akim ; extension de l'Ecole Française de Cap Haïtien, en partenariat avec la mairie de Suresnes et création à Port au Prince d'un centre franco-haïtien de recherche en sciences sociales avec la Mairie et l'Ambassade de France.

Enfin la coopération de Pointe-À-Pitre établie avec le Cap-Haïtien porte sur un projet de construction d'une école. Leurs relations se sont estompées depuis le dernier coup d'état, malgré des relances régulières de leur part.

Charles Josselin a finalement évoqué les activités des collectivités non-présentes à la réunion à partir du dernier rapport de recensement des collectivités territoriales en Amérique Latine

Le conseil régional de la Bretagne a demandé à M. Charles Josselin de conduire une délégation bretonne et d'AGRO CAMPUS pour la mise en place d'un projet dans le secteur agro-alimentaire et pour la restauration du bâtiment de la faculté d'agronomie. Il a lancé également un programme d'investissement dans une école technique portant sur la pêche à Aquin.

Le conseil général de la Guadeloupe a une coopération ponctuelle avec Port-Au-Prince.

La ville et la communauté de Strasbourg ont une coopération avec la ville de Jacmel dont nous avons déjà parlé.

Le conseil général de la Guyane et de l'Essonne envisagent un projet de co-développement pour accompagner des initiatives de ressortissants haïtiens.

Réseau des villes internationales en faveur d'Haïti

M. Testud commence par expliquer l'origine de ce réseau des villes franco-américaines avec celles d'Haïti. Il fait suite à la volonté d'une ville de Floride d'établir



une coopération au Cap-Haïtien car la communauté haïtienne est importante en Floride. Mais face au manque de savoir faire des villes américaines, ces dernières se sont tournées vers les villes françaises. Les villes signataires de la charte sont des villes de la Floride, du New Jersey et de la Louisiane ainsi que l'Association des Maires Noirs américains et l'Association des Communes Chiliennes. Elles s'engagent à mutualiser au sein du réseau, leurs expériences en faveur des villes haïtiennes avec pour objectif à terme d'établir un jumelage et une coopération décentralisée sur des thèmes d'avenir comme le tourisme et les zones franches industrielles. Les projets internes au réseau portent sur l'appui à la gouvernance locale, la prévention et la gestion des désastres.

Des villes canadiennes ont manifesté leur souhait d'adhérer au réseau. La ville de Suresnes invite quant à elle les collectivités françaises à faire partie de ce réseau.

Un document de présentation de ce réseau comprenant la charte a été distribué aux participants.

Tour de table des collectivités engagées à Cuba

M.Deschamps, ancien Président de la Commission Cuba intégrée dans le Groupe Caraïbes, débute en exposant la situation politique actuelle de Cuba. Cette dernière organise sa transition de façon pacifique. Elle est impulsée par Raul Castro et un ensemble de jeunes cadres et managers prêts à prendre la relève. La coopération décentralisée encore peu présente doit faire face à un cadre politique rigide donnant peu d'autonomie aux maires. Cependant, l'architecture politique locale, tout comme en Haïti, semble évoluer vers une décentralisation plus accrue.

Un tour de table a eu lieu pour que chaque collectivité territoriale française présente sa coopération avec Cuba.

La ville de Créteil a actuellement trois projets de coopération avec Playa. Le premier concerne la mise à disposition de matériels à hauteur de 6000 euros pour l'aménagement d'espaces verts. Le deuxième vise à fournir du matériel de cuisine et de restauration pour huit restaurants populaires (500 personnes du troisième âge) de la ville de Playa (186 000 habitants). Le troisième programme concerne un secteur de la ville de la Havane (25 000 habitants) où sera mis en place un centre de tri sélectif avec un système de conteneurs et de ramassage, financé par l'ONU (deux millions de dollars) et par l'Etat cubain. La ville de Créteil s'engage alors à fournir du matériel de laboratoire afin d'analyser les résidus.

La ville de Saint Nazaire relate le bon fonctionnement de sa coopération décentralisée avec Cienfuegos depuis dix ans. En effet, chaque année a lieu un échange d'élus et techniciens pour un projet ciblé sur l'informatisation des services administratifs, essentiel comme outil d'aide à la décision. Il existe également un projet quant à l'aduction de l'eau, mais il reste d'ampleur modeste. Un autre domaine abordé est celui de l'échange culturel. Il se traduit par l'accueil de musiciens cubains lors du festival des



musiques du monde, par un projet d'échange entre écoles, lancé par l'IUFM de Nantes et visant la mise en place de jeux éducatifs. Enfin, leur projet portant sur les transports urbains se voit quelque peu ralenti par le manque d'intervention de la politique quant aux transports publics.

En ce qui concerne la coopération de l'Outre mer avec Cuba, elle est présente avec plusieurs villes et intervient dans plusieurs domaines.

La ville du Lamentin coopère avec Santiago de Cuba sur un axe médical, sportif, culturel et éducatif.

La ville de Saint Anne a différents programmes avec la ville de Pinar del Rio. Des échanges de jeunes ont eu lieu à travers la mise en place d'activités musicales, d'une mission jeu d'échec. En ce qui concerne l'aquaculture de la langouste, les avancées sont relativement lentes dues à un certain désintérêt du ministère de la pêche. Mais le gouvernement provincial cherche à le mettre en œuvre, ce qui permet de garder le contact.

Il s'avère plus facile de travailler avec les caraïbes anglophones. En Dominique, Saint Anne travaille sur la construction d'un musée, avec les financements de la Banque Mondiale et de l'UNESCO. Et à Sainte Lucie, un projet sur l'eau et l'assainissement est en cours avec la ville de Soufrière.

Une difficulté à la coopération avec Cuba vient du coût élevé des billets pour se rendre d'une île à l'autre, notamment entre la Martinique, la Guadeloupe et Cuba.

Enfin, la ville de Dunkerque et la ville de Brou-sur-Chantereine dans le cadre du programme FICOD ont mis en place un projet pilote de réhabilitation d'habitat de quinze maisons avec la ville de Regla. Il s'agit de construire des toits qui résistent aux ouragans. Une mission d'évaluation finale de ce projet est prévue à la fin du mois de février. Des rencontres avec l'ambassadrice de France, avec le directeur de la mission économique française ainsi qu'avec la population auront lieu.

Une remarque est apportée quant aux difficultés rencontrées sur un projet mené en commun avec le PNUD, résultant de leur logique et d'une échelle de travail différentes.

Préparation d'une mission en Haïti

M. Josselin annonce le souhait d'organiser une mission technique en Haïti à très court terme, pour préparer une deuxième mission politique en automne. La première mission pourrait avoir lieu au mois d'avril. Les objectifs seraient d'une part de rencontrer les nouvelles autorités locales et également le ministère de l'intérieur afin de connaître leurs besoins, les actions envisagées. D'autre part d'expliquer ce qu'est la coopération décentralisée en France, le fonctionnement de CUF et du groupe Caraïbes. Et enfin d'élaborer un rapport concret de la situation des communes en Haïti.



M. Jacky Charmant informe que l'association des amis de la République haïtienne souhaite organiser un voyage de presse en Haïti (mars ou avril), ayant pour objectif d'étudier la suite des élections municipales, puis d'informer largement en France sur la situation actuelle en Haïti. Pour préparer ce voyage, deux membres des Anneaux de la Mémoire et un représentant du Collectif Haïti vont partir en Haïti le mois prochain. Il s'agit d'identifier les villes et les personnes que les journalistes pourraient rencontrer. Celles-ci seront identifiées à partir de liens qui existent entre des associations françaises et des communes haïtiennes.

Dans un souci de cohérence, il serait souhaitable de coordonner la mission du groupe Caraïbes avec celle des Anneaux de la Mémoire pour en faire une conjointe.

Concernant la mission du groupe Caraïbes, l'ambassade de France n'a pas la possibilité de financer la mission, mais mettra à disposition un véhicule et facilitera la prise de contact avec les autorités haïtiennes.

Reste alors à définir la date et les participants de cette mission. Profitant du déplacement en Haïti début mars de la ville de Suresnes, Mr Josselin lui confie la mission de préparer ce premier déplacement avec l'Ambassade de France en Haïti

Des ministres haïtiens et une délégation d'entrepreneurs vont effectuer une venue en France, pour aborder des questions économiques. Cette mission est encadrée par le MEDEF.

La réunion a eu le mérite de faire le point sur les projets et les difficultés rencontrées par les collectivités dans leur coopération avec Haïti et Cuba. Cette rencontre a permis la prise de contact entre certaines collectivités françaises. Elles peuvent y trouver un espace d'entraide et tendre à la création de synergie opérationnelle dans la zone.

Prochaine réunion du groupe Caraïbes : Septembre 2007

Listes des participants

Mme BISIAUX Rose-Anne, Chargée de mission, Communauté urbaine de Dunkerque

M. CHARMANT Jacky, Trésorier, Les anneaux de la mémoire

M. CORVO Alex, Adjoint au Maire de Pointe à Pitre

M. DE MARCH Michel, AFVP

M. DESCHAMPS Jean-Marc, Maire de Brou sur Chantereine

M. EGA Jean Luc, Adjoint au maire, Saint Anne



M. FRANCOIS Philippe, Directeur Général des Services, Suresnes
Mme GIRARDOT Isabelle, Groupe d'Amitié France-Caraïbes, Sénat
Mme GAUDE DA SILVA Valérie, Chargée de coopération décentralisée, Suresnes
M. GUERRA Carlos, Responsable commission Cuba, Créteil
M. GUETNY Noël, Directeur général des services, Saint Nazaire
M. JAY François, Directeur Général, Coopération 92
M. JOSSELIN Charles, Président, Cités Unies France
Mme LAKHDAR GHAZAL Hana, Chargée de mission, Conseil Général des Hauts-de-Seine
M. LEUVRY Bruno, AIMF
Mme MEDINA Félicia, Chargée de mission, Cités Unies France
Mme MERLE Cécile, Rédactrice Caraïbes hors Cuba, Jamaïque et Bahamas de la direction des Amériques et Caraïbes du ministère des affaires étrangères.
Melle OUTREQUIN Fanny, Stagiaire, Cités Unies France
M. PUISSANT Julien, Chargé de mission, Pays de Savoie solidaires
M. SOLVAR Jean-Marc, Directeur de cabinet, Pointe-À-Pitre
M. TESTUD Jean-Louis, Adjoint au maire de Suresnes

EXCUSES :

M. ALMONT ALFRED, député de la Martinique, Maire de Schoelcher
M. BOUCARD Jean-Louis, Directeur des affaires européennes et de la coopération, Conseil régional de Guadeloupe
M. CHOTARD Yvon, Adjoint ville de Nantes, Président les anneaux de la mémoire
Mme CORNET Alexandra, Responsable du service relations internationales, Ivry sur Seine
M. DEBRAY Régis, Président de la Société des Amis de la République Haïtienne
M. DREYFUS-SCHIDT Michel, Président du groupe d'Amitié France-Caraïbes, Sénat
M. ELKACHTOUL Othman, rédacteur Cuba, Ministère des Affaires Etrangères
Mme FRANCIL Joelle, Directrice, Schoelcher



Mme FURÉ Marion, Coordinatrice, Collectif Haïti de France

M. GAITELLI Daniel, Directeur de cabinet de l'adjoint au Maire de Paris

M. GODART Serge, Maire de Clermont-Ferrand

M. GODFRAIN, Député de l'Aveyron, Maire de Millau

M. HURÉ Arnaud, Unité affaires internationales et européens, Région Ile de France

M. KARAM Antoine, Président Conseil Régional de la Guyane

M. LE DRIAN Jean-Yves, Président du Conseil Régional de Bretagne

M. MAFART Jean, conseiller technique au sein du cabinet du Ministère de l'Outre-Mer

M. MARJOLET Michel, Conseiller municipal de la ville de Nantes

Mme. MELISSE-MIROITE Marlène, Vice-présidente de la région Guadeloupe